

FRANCE : LE PIANO OU LE TABOURET ?

Entretien avec Hubert Védrine

Hubert Védrine

Gallimard | « Le Débat »

1997/3 n° 95 | pages 165 à 182

ISSN 0246-2346

ISBN 9782070749270

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-le-debat-1997-3-page-165.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

France : le piano ou le tabouret ?

Entretien avec Hubert Védrine

Le Débat. – Vous avez accompagné l'action diplomatique de François Mitterrand durant ses quatorze années de présidence. Vous venez de rendre compte de cette expérience dans un livre intitulé *Les Mondes de François Mitterrand*. Mais quel était justement le monde de Mitterrand lorsqu'il entre en fonctions en 1981 ? Que connaît-il du monde ? Quelle est son idée de la politique internationale ? Il apparaissait jusque-là comme un homme politique très franco-français. Il ne s'était pas distingué en tout cas par un intérêt particulier pour les relations internationales.

Hubert Védrine. – Nous sommes seize ans après. Un effort de reconstruction est donc indispensable pour retrouver non seulement la psychologie et la vision des choses de François Mitterrand au moment de son élection, mais aussi l'état du monde d'alors. Il faut se souvenir à quel point celui-ci diffère du monde où nous vivons aujourd'hui. En 1981, nous sommes toujours en plein dans l'affrontement bipolaire Est-Ouest, le problème fondamental est celui de l'équilibre des forces en Europe avec l'affaire des euromissiles, l'Europe est complètement en panne, prise en otage par Mrs. Thatcher, sans d'ailleurs que cela bouleverse beaucoup de monde ; on n'en est même pas à imaginer un processus de paix au Proche-Orient. C'est dire combien ce contexte est loin du basculement de 1989-1991 dans un monde global. La comparaison est en fait plus facile avec ce qui se passe dans les années cinquante qu'avec ce qui s'est passé depuis, tant la discontinuité a été forte. En 1981, les structures géopolitiques qui prévalent sont encore celles de l'après-guerre. La France occupe dans ce paysage une niche stratégique commode, la même depuis 1945 et surtout depuis 1958 : fidèle à ses alliés occidentaux sur l'essentiel, libre de ses mouvements pour le reste, proche du tiers monde en même temps qu'attachée au dépassement du système bipolaire.

Le Débat. – Mitterrand hérite donc des traditions diplomatiques de cette période. Au premier chef, de celle établie par de Gaulle...

H. V. – Il hérite de plusieurs traditions. Il hérite, par exemple, par rapport à l'U.R.S.S., d'une ancienne politique franco-russe remontant à la III^e République et même plus haut. Cette politique a été bien exprimée par de Gaulle et elle continue, sous certains aspects, sous Mitterrand, même lorsqu'il adopte des postures de résistance forte, comme à propos de la menace des euromissiles. Il hérite, par ailleurs, d'une politique plus classiquement V^e République. Et puis, si j'ose dire, il hérite de lui-même, de la vision politique formée au long de toute une vie.

François Mitterrand arrive en fonctions avec l'expérience des gens de sa génération. Il est né en 1916, pendant la bataille de Verdun, ce qui a une certaine importance symbolique. Il a vingt ans en 1936. Il a été très marqué par le contexte historique de sa jeunesse – les années trente et la montée au pouvoir des tota-

Hubert Védrine a été conseiller diplomatique et conseiller pour les affaires stratégiques de François Mitterrand de 1981 à 1991, puis secrétaire général de l'Élysée de 1991 à 1995. Il vient de publier *Les Mondes de François Mitterrand. À l'Élysée, 1981-1995* (Fayard, 1996).

Cet article est paru en 1997 (mai-août) dans le n° 95 du Débat (pp. 165 à 182).

Hubert Védrine
France : le piano
ou le tabouret

litarismes, la Seconde Guerre mondiale – dans ce qui sera pour toute la suite son mode d'analyse des rapports de force et des questions de sécurité. Sous le langage social-démocrate appris, on verra constamment resurgir une certaine vision à la fois pessimiste et vigilante de ce qui fonde ou de ce qui mine la paix.

En ce qui concerne son expérience plus directe, on sentira souvent l'expérience de l'Allemagne, du prisonnier de guerre, de l'évadé. On retrouvera les traces de l'expérience du ministre de la France d'outre-mer. Mitterrand s'est forgé une idée de l'Afrique, au cours de cette année et demie qui jouera un rôle très important dans sa façon d'approcher la question africaine, une façon évolutive, plus économique que politique, plus « chinoise » que « gorbatchévienne », pourrait-on dire.

Par ailleurs, s'il a fait quelques incursions du genre visite à Mao Tsé-toung, elles ne composent pas encore une culture géopolitique. En revanche, il a acquis une expérience soutenue du monde tel qu'il est en tant que premier secrétaire du parti socialiste. Durant cette période de dix ans, de 1971 à 1981, il voyage sans arrêt, il rencontre quantité de dirigeants, au pouvoir ou dans l'opposition, en Europe, bien sûr, mais aussi en Amérique latine, en Asie, au Proche-Orient. Il va aux États-Unis, il est reçu par Brejnev. Il rencontre Sadate et même, dès 1974, Arafat. Toute sa politique élyséenne des premières années, si l'on regarde bien, avec ses inflexions et ses surprises, est déjà là, dans les prises de position qu'il multiplie au cours des années soixante-dix.

Au total, il m'apparaît comme un Français typique de sa génération en ce qui concerne la question de la sécurité en Europe et la question allemande, avec une ouverture forte sur la question européenne. Il est européen, à condition de ne pas donner à ce mot un sens trop militant. Sur les questions de sécurité, il a un double langage. Il est absolument classique, en réalité. Il n'y a que l'équilibre des forces qui constitue une garantie. Mais se surajoute par là-dessus une couche de briandisme et de social-démocratie, sur le désarmement, la sécurité collective, etc. Il donnera toujours la priorité à la première approche, mais il essaiera, quelquefois, de la concilier avec la seconde. Un Français, donc, classique, V^e République corrigée sur un certain nombre de points par l'expérience du premier secrétaire du parti socialiste : un peu plus de discours Nord-Sud, et un peu plus de sécurité collective. Ce n'est pas plus contraignant que cela.

Dans la campagne électorale de 1981, d'ailleurs, la dimension politique extérieure n'a pas joué un rôle déterminant. Il y a eu toutefois quelques escarmouches sérieuses entre Giscard et Mitterrand sur la question soviétique. C'est intéressant, parce que Mitterrand était tout à fait acquis à l'idée qu'il fallait une relation avec Moscou, parce que c'est un facteur d'équilibre en Europe. Là-dessus, il ne raisonnait pas autrement que de Gaulle : sous l'U.R.S.S. il voyait la Russie. Mais il avait senti ce que Giscard n'avait pas senti, peut-être parce qu'il était pris dans la mécanique du pouvoir, c'est-à-dire un basculement de l'opinion française. Au départ, cela ne l'avait pas plus enchanté que Giscard, cela contrariait sa vision géopolitique, cela lui compliquait la vie en politique intérieure – tous ces dissidents étaient perturbants, il faut bien le dire. Mais il a su faire montre de plus de souplesse politique que Giscard et capter plus vite le revirement de l'opinion. Il a durci le ton à partir de 1976. Sa position sur les euromissiles est exprimée avant qu'il arrive au pouvoir, dès 1978.

Le Débat. – Par rapport à ce bagage initial, quelles ont été les déformations ou les déviations imposées par l'exercice du pouvoir ? Où sont les principaux points d'inflexion ?

H. V. – Plutôt que déformations ou déviations, je dirais : évolutions. Il y a une dynamique quand vous êtes au pouvoir. Par exemple, lorsque le général de Gaulle revient au pouvoir, il a une idée centrale sur les relations internationales, qui est de redonner sa place à la France en reconstituant un directoire mondial États-Unis, Grande-Bretagne, France. C'est parce que cela ne marche plus qu'il met en avant l'idée d'une

réforme de l'O.T.A.N. C'est parce que cela ne marche pas davantage qu'il en vient à se demander s'il ne faut pas sortir de l'O.T.A.N. Et c'est au bout de plusieurs années que, pour finir, il joue la carte allemande, la carte bilatérale, qui va donner naissance à un élément très fort de la politique française, mais qui n'était pas son premier choix.

Dans le cas de François Mitterrand, nous avons affaire à beaucoup d'évolutions de cet ordre. La priorité européenne n'est pas d'emblée au premier plan – elle n'y était alors pour personne et elle n'y sera qu'en 1984. Giscard avait été très européen, il avait fait accomplir deux progrès majeurs : d'une part, le serpent, puis le système monétaire européen, et, d'autre part, la pratique des conseils européens. L'arrivée de Mrs. Thatcher en 1979 avait tout bloqué et Schmitt et Giscard n'avaient pas réussi à opérer le déblocage. En 1981, c'est jugé embêtant, mais pas tragique.

On voit bien le cheminement de Mitterrand. Il explore. Il confronte sa vision française à la réalité du rapport de forces dans le monde. Je suis frappé de voir, avec le recul, que cet homme, qui est l'incarnation même du réalisme politique et de l'absence d'illusions dans l'analyse des rapports de forces, s'était fait des illusions sur le poids spécifique de la France dans le monde de l'époque. Il s'était fait quelques illusions, par exemple en juillet 1981, sur la capacité de la France à convaincre les autres Européens de se préoccuper de l'Europe sociale. Il lance l'idée, et elle est considérée comme une absurdité, une absurdité cocasse, même par les dirigeants sociaux-démocrates. Sur la capacité de la France à faire bouger les sommets des Sept, simplement en disant des choses intelligentes et en parlant de l'avenir. Sur la capacité de la France à convaincre certains grands pays d'accepter des négociations globales en matière Nord-Sud. Dans les années 1981, 1982, 1983, il fait le tour du propriétaire, en quelque sorte, il essaie toutes les manettes, il regarde ce qui marche ou pas. Au Proche-Orient, il est animé au départ par l'idée que la France peut et doit jouer un rôle, pour des raisons historiques, morales et autres. Il essaie, par rapport aux Palestiniens, par rapport à Israël, par rapport au Liban. Sur aucun de ces plans, les choses ne se passent comme il l'espérait. Il se heurte au veto syrien, ou américain, ou israélien, ou palestinien. Personne n'en veut. Il se trompe même quelquefois sur les résultats qu'il croit avoir atteints. Quand il rentre d'Israël, il est convaincu d'avoir persuadé Begin que ce serait une erreur tragique d'aller s'embarquer au Liban, alors que Begin attend le sommet des Sept pour agir, quand ils seront occupés à se disputer sur les taux d'intérêt ou quoi que ce soit d'autre.

C'est une période caractéristique de talonnements (sauf sur les SS 20) qu'il faut, je crois, distinguer de la suite. Une période de découverte, édifiante et mortifiante, des limites de l'influence française dans les affaires du monde. C'est à partir du moment où le tour de bête redonne à la France la présidence semestrielle du Conseil européen, début 1984, qu'une autre période s'ouvre. À ce moment-là, François Mitterrand s'engage à fond dans le déblocage de l'Europe, à la fois parce que cela correspond à son orientation, mais aussi parce qu'il a compris que la seule vraie perspective d'avenir est de constituer par tous les moyens, avec acharnement, un pôle européen de puissance.

Le Débat. – N'était-ce pas aussi un choix en rapport avec le tournant intérieur de 1983 et le renoncement à un projet socialiste pur et dur ?

H. V. – Oui et non. Si François Mitterrand n'avait pas été amené à rendre l'arbitrage de mars 1983, je ne pense pas qu'il aurait été en mesure de débloquer la construction européenne comme il l'a fait en 1984. Il n'aurait pas eu une posture morale et politique suffisante pour ce faire vis-à-vis de ses partenaires.

Le Débat. – Il n'y a pas de lien plus fort, pas de besoin de substituer un grand espoir à venir à un grand espoir évanoui ?

Hubert Védrine
France : le piano
ou le tabouret

H. V. – Je pense que cela s’est fait en plusieurs temps. François Mitterrand était persuadé, au préalable, de la nécessité absolue de créer l’alternance, de sortir de l’espèce de Sinaï où la gauche se trouvait enfermée, une situation profondément malsaine sur le plan démocratique. L’histoire de la gauche française étant ce qu’elle est, devait-il à peu près se dire, cela ne peut pas se faire par un congrès type Bad-Godesberg. La sortie passe par l’union de la gauche, qui aboutira au contraire de ce que les gens croient, ou craignent. « Moi, je les y conduis, c’est la trouvaille stratégique, et après, la réalité fera son œuvre. » Je raisonne ici par analogie, car j’ai entendu Mitterrand s’expliquer de la sorte à propos de la question scolaire : il y a des gens qui ont des convictions tellement fortes dans ce domaine qu’ils ne céderont qu’à une preuve par l’absurde ; il y a une sorte d’exorcisme nécessaire.

Je suis convaincu qu’il savait qu’après la phase allante, la phase Pierre Mauroy, il faudrait revenir à un cours plus réaliste. Mais je ne crois pas qu’il s’attendait à être acculé à trancher comme il l’a été dès mars 1983 ni qu’il avait en tête de façon précise les formes de la relance politique qui devait suivre. Après coup, nous avons l’impression que cela s’emboîte bien. Mais il ne faut pas céder à la rationalisation rétrospective.

Le Débat. – Il a eu, sur l’instant, le sentiment de l’importance du tournant et des conséquences globales qu’il allait avoir sur le plan intérieur et extérieur ?

H. V. – Certainement. Il aurait voulu l’éviter. Je reprends le raisonnement sur l’alternance : François Mitterrand était convaincu qu’il fallait l’alternance, pour la santé démocratique du pays et pour la solidité des institutions. C’est la raison pour laquelle il réagissait vivement aux avertissements de Delors, de Rocard et d’autres. Il répondait politiquement : « Nous devons remplir notre contrat. » Il fallait que le contrat avec les électeurs soit rempli au moins en partie, à moitié, aux deux tiers, pour que l’alternance n’ait pas eu lieu en vain. Et puis les nouvelles économiques sont devenues très mauvaises, il a vu grandir la contradiction entre l’espérance du peuple de gauche, comme disait Pierre Mauroy, et les contraintes d’une économie ouverte, où vous dépendez économiquement, financièrement, du jugement que tous les autres portent sur ce que vous faites. Il a retardé le choix, il aurait voulu aller plus loin, plus longtemps. Il avait une terrible envie de croire ceux qui lui annonçaient que la croissance allait rebondir. Il n’avait aucun plan arrêté à ce moment-là.

Mars 1983 est imposé par la situation monétaire après que, deux fois de suite, nous avons obtenu une réévaluation du mark, pour que les efforts soient partagés. Cela ne suffit plus. Il faut trancher. Suit une période d’interrogation qui dure trois jours. Après, c’est une question d’annonce. Il se rend compte que, s’il fait un choix anti-européen, il enferme la France dans un tunnel, il perd tout sur l’Europe, sans pouvoir rebondir sur rien. Il ne reste plus aucune perspective. Il a poussé dans leurs retranchements les défenseurs de l’autre politique, et il s’est aperçu que plus il les poussait, moins ils avaient de réponse. Ils ne savaient pas, en fait, comment la France pourrait mener une autre politique toute seule. Aller dans cette direction, c’était perdre sur tous les tableaux. L’autre choix impliquait de mettre un terme brutal aux attentes de l’électorat de gauche et plus largement du volontarisme français, mais, au moins, on ne le faisait pas pour rien : en échange, on fait une Europe forte, et le jour venu, avec cette Europe forte, on pourra agir. On pourra rattraper le temps perdu. C’est dans très longtemps, mais on crée du possible. Comment on va construire cette Europe, il est encore loin de le savoir à ce moment-là (sauf que ce sera avec l’Allemagne). Il y a un choix qui ferme et il y a un choix qui laisse les choses ouvertes, même si c’est une douche froide, au-delà de la gauche, pour toute une tradition française qui vit très mal l’irruption de l’extérieur – « on fait ce qu’on veut chez nous ! ».

À partir de mars 1983, la relance européenne n’est plus une option, c’est une obligation. Puis ce sera un projet.

Le Débat. – Comment s'enclenche cette relance ?

H. V. – Il faut commencer par la gestion politique du tournant. Mitterrand prend ses responsabilités historiques, mais il n'assume pas le tournant comme tel. Il ne l'exprime pas par un changement de gouvernement. Le maintien du gouvernement Mauroy est destiné à masquer le changement.

Il faut attendre la présidence française début 1984 pour pouvoir agir, Mitterrand s'organise en fonction de cette échéance, et là, il affiche son projet européen avec conviction. Fin 1983, il fait entrer pour cela Roland Dumas dans le gouvernement. C'est également à ce moment-là qu'il charge Elisabeth Guigou, à l'Élysée, des affaires européennes. En 1984, il aborde cette présidence en prenant le dossier à bras-le-corps. À l'époque, il y a dix-sept contentieux en suspens, dont le contentieux sur le budget britannique. Mitterrand fait le tour complet des neuf capitales de l'Europe d'alors avec Dumas, Attali, Elisabeth Guigou, parfois Bianco ou moi – une toute petite équipe. Il traite lui-même les dossiers les uns après les autres. Il réussit à en régler une grande partie en mars. Après quoi il recommence une tournée complète. On arrive au Conseil européen de juin 1984 à Fontainebleau, où Kohl et Mitterrand se mettent d'accord sur un chiffre à proposer à Mrs. Thatcher pour qu'elle arrête de faire de l'obstruction. Mrs. Thatcher recourt à une bonne vieille politique en essayant de diviser Mitterrand et Kohl et, lorsqu'elle s'aperçoit que cela ne marche pas, elle capitule – elle n'avait pas senti venir l'entente entre Kohl et Mitterrand. C'est là qu'intervient le déblocage. On entre ensuite dans une période qui forme un tout, on le voit mieux avec le recul, et qui va de juin 1984 à septembre 1992, à la ratification du traité de Maastricht. D'une date à l'autre, c'est une constante galopade. Mitterrand n'a pas abandonné les autres volets de sa politique, mais ils se sont réordonnés en fonction de cet axe central. Cette politique mitterrandienne sur l'Europe va être, avec celle de De Gaulle sur la défense et la dissuasion, la plus tenace, la plus volontariste des politiques menées sous la V^e République.

Elle l'est tellement que, si Mitterrand et Kohl avaient su à ce moment-là – ce que personne n'imaginait – que le mur de Berlin tomberait en 1989 et que l'U.R.S.S. disparaîtrait en 1991. je ne vois pas ce qu'ils auraient pu faire de plus et de mieux pour préparer cette échéance que ce qu'ils ont fait ensemble de 1984 à 1989. D'où leur réponse commune en 1989-1990 : monnaie unique, relance politique, Maastricht. Voilà mon découpage : 1981-1984, 1984-1992, puis une période des grandes interrogations européennes, à la fois parce que les peuples ont besoin de digérer toutes ces avancées, parce que l'absence de croissance inquiète et parce que la France se demande ce qu'elle va devenir dans le magma global.

Le Débat. – Cela signifie que, selon vous, la chute du Mur en général et la crise yougoslave en particulier n'ont pas eu de rôle déterminant dans l'orientation de la politique européenne ?

H. V. – Non. C'est une même politique qui a été poursuivie et renforcée. La politique que Mitterrand avait vaguement en tête au départ, qu'il a commencé à ressentir comme vitale après mars 1983, qui est devenue possible à partir de juin 1984, que Kohl et lui ont conduite ensuite ensemble, notamment en créant une connexion quotidienne entre leurs deux entourages, n'est comparable à rien de ce qu'on a vu entre deux pays. À chaque étape, ils ont confirmé cette politique. Elle a traversé des tempêtes considérables, mais ils n'ont pas molli. Même lorsqu'il leur est arrivé d'être en désaccord vif sur certains sujets comme la frontière Oder-Neisse, ils n'ont jamais cessé d'être en accord sur l'essentiel. C'est pour cela qu'ils ont pu parvenir à gérer les deux. Quant à l'affaire yougoslave, ils l'ont vécue comme une preuve supplémentaire, par le tragique, de la nécessité d'aboutir un jour à une politique étrangère commune. Ce n'est pas parce qu'ils avaient eu le courage d'en exprimer l'ambition qu'ils auraient dû se sentir responsables du fait que, dès le lendemain, leur était apportée une preuve tragique supplémentaire de son inexistence.

Hubert Védrine
France : le piano
ou le tabouret

Le Débat. – Ne sous-estimez-vous pas, tout de même, la perturbation majeure qu’a représentée l’effondrement du bloc communiste et le bouleversement complet des repères qui s’est ensuivi ?

H. V. – Je ne conteste évidemment pas que l’événement ait été très perturbant, y compris pour la France. Ça ne se discute même pas. Ce que la France avait bien géré depuis la guerre, depuis qu’elle avait miraculeusement récupéré un siège au Conseil de sécurité, et ce qui avait été géré encore plus intelligemment depuis la V^e République, c’était la posture d’un pays membre de l’un des deux ensembles, allié de ses alliés, si je puis dire, notamment dans les grands moments, et néanmoins autonome à la marge.

Nous avons longtemps bénéficié de cette posture avantageuse d’un pays survalorisé parce que, tout en étant un allié important, il n’était pas inconditionnel, qu’il disposait de sa force de dissuasion et qu’il maintenait un dialogue avec tout le monde à l’Est et au Sud. Cette posture s’est dissoute après 1991. Ce n’est pas la réunification allemande en soi qui en est la cause. Supposons qu’elle ait eu lieu et que, je ne sais comment, le système Est-Ouest se soit maintenu, notre situation pseudo-frontalière eût gardé tous ses avantages.

Le changement est colossal. Je ne songe pas à le nier, bien au contraire. Ce que j’observe, c’est que la façon dont les principaux dirigeants ont réagi à la réunification allemande, événement qui aurait pu être complètement déstabilisateur à la fois pour la sécurité et pour la construction européenne, a témoigné d’une grande intelligence collective. Ils ont tous réagi en dirigeants responsables (puisque cela se produit, faisons avec, mais faisons en sorte que ça se passe bien). Ils ont évité les réactions d’apprentis sorciers. Pourtant, ils n’avaient pas les mêmes priorités. Pour les États-Unis, la priorité, c’était de renforcer l’O.T.A.N. Pour Mitterrand, qui, par chance historique, s’est accordé là-dessus avec Kohl, la priorité était au renforcement de l’Europe. Si la réunification allemande avait dû affaiblir l’O.T.A.N., Mitterrand n’aurait pas été désespéré ; et si elle avait fait éclater l’Europe, les Américains n’auraient pas versé de larmes. Quant à Gorbatchev, au bout d’un moment, il ne posait plus d’autre condition qu’une demande d’aide pour ne pas être renversé, disant que sa politique était la moins mauvaise possible pour les Occidentaux. La seule qui n’a pas eu de réponse articulée est Mrs. Thatcher : elle était épouvantée par la réunification allemande et follement hostile au renforcement de l’Europe – elle n’avait donc pas de sortie possible. Mais tous les autres dirigeants, Bush, Kohl, Gorbatchev, Mitterrand, s’ils ont posé des conditions différentes, qui étaient d’ailleurs justifiées, ont assuré un beau travail collectif, comme la suite l’a montré. Tous les problèmes graves qui auraient pu se poser ont été résolus, avant octobre 1990 – la frontière, la dévolution des pouvoirs des « puissances victorieuses », la relance de l’Europe, monétaire et politique, le désarmement, l’inclusion de l’ex-Allemagne de l’Est dans l’O.T.A.N. sans avancée des armes. On ne voit pas ce qui réussit. Nous n’en serions pas là où nous sommes si le changement n’avait pas été géré au plus près.

J’ajoute que la polémique sur la politique française n’a éclaté en fait que tardivement, après octobre 1989. Tout est parti des réponses de Mitterrand à un journaliste allemand sur la frontière Oder-Neisse, lors d’une conférence de presse à Bonn, le 3 novembre 1989. Il n’en a pas parlé le premier, il ne voulait pas embêter Kohl, mais il a dit ce qu’il pensait, et, à partir de là, il a été matraqué par une partie de la presse allemande. Ces attaques ont été reprises en France par certains commentateurs qui cherchaient avant tout des projectiles contre Mitterrand. Ils ont orchestré – encore une fois, c’est le combat politique – ce qu’ils ont présenté comme le fait que les Allemands étaient mécontents de Mitterrand. Interprétation qui persiste chez certains, mais pas chez les dirigeants allemands !

Je pense que Mitterrand a fait ce qu’il devait faire, mais qu’il n’a pas toujours su ou qu’il n’a pas voulu l’expliquer.

Le Débat. – Plutôt su ou plutôt voulu ?

H. V. – Un mélange des deux. C'était trop délicat à gérer pour qu'il puisse tout expliquer au moment où il le faisait. Il ne voulait pas amputer sa liberté en exposant une manœuvre assez complexe, parce qu'il y avait à la fois accord fondamental avec Kohl et des désaccords ponctuels parfois sérieux. Il n'a pas trouvé les mots et la forme pour tenir un langage à la fois clair sur ce qu'il allait faire, rassurant pour les Français, pour les Allemands, tout en restant vigilant. Ce n'est pas la conception qui est en cause, mais le langage.

Le Débat. – Pourquoi ce défaut d'explication ?

H. V. – Parce que fondamentalement Mitterrand n'aimait pas cet exercice. Pour lui, s'expliquer, c'était se justifier ; et expliquer, c'était se lier les mains. Il affectionnait les grandes fresques sur l'état du monde, mais pas vraiment la pédagogie, ni le décryptage du pouvoir au quotidien.

Le Débat. – Il n'y a qu'à propos de l'Allemagne que vous jugez qu'il n'a pas su trouver le langage adéquat ?

H. V. – Je regrette aussi qu'il n'ait pas profité davantage de la stature qu'il avait acquise dans les derniers temps pour décrire sans fard à nos compatriotes la réalité des rapports de forces dans le monde global où nous vivons depuis 1991 et dire à quel point, pourquoi et comment la France doit s'adapter. Il a fait, à ce sujet, des concessions inutiles à l'esprit du temps en parlant, après la guerre du Golfe, de « nouvel ordre international », lui dont j'ai souvent admiré par ailleurs la force de caractère, la capacité à résister aux idées du moment. Il n'a pas assez parlé du monde tel qu'il est, très concurrentiel, travaillé par une guerre économique féroce, marqué par une évolution qui met en cause tous les fondements de la France comme entité et de l'État français. Un monde américain, anglophone, ultra-libéral, qui biodégrade partout les États, qui met les puissances publiques partout sur la défensive. Il aurait rendu service en le disant plus crûment.

Le Débat. – Quand on vous entend, on ne peut pas se défendre d'une sorte de vertige. La politique européenne est, à l'échelle française, la seule frontière ouverte pour une grande action politique. Un président de la République française, de par la nature écrite et non écrite de ses fonctions, a besoin de faire de la grande politique. Qu'est-ce qui compte le plus, pour finir, la posture que la politique européenne lui permet d'endosser ou le but en lui-même et pour lui-même ? On ne peut pas ne pas se le demander, compte tenu de ce qui apparaît de l'extérieur comme une certaine indifférence au résultat final.

H. V. – Nous sommes loin du résultat. Cela reste un horizon.

Le Débat. – Nous sommes cependant arrivés quelque part.

H. V. – L'Europe est le contraire d'une posture : une orientation stratégique décisive, difficile à traduire au jour le jour dans les actes, qui engendre plus de difficultés que d'applaudissements faciles, mais nécessaires. Mitterrand ne se demandait pas de quel sexe était l'Europe ; il pensait que le mieux pouvait être l'ennemi du bien ; il avançait.

Chaque fois qu'il était obligé de renoncer à quelque chose pour la France, pour cause de contexte international, d'économie, etc., il se disait : en construisant un instrument européen puissant, on retrouvera un jour la possibilité de ce qui nous est refusé aujourd'hui. Le point délicat, c'est qu'il s'agit d'une translation, de la transposition du volontarisme français sur un plan européen. C'est très difficile : il faut que nous « disparaissions » pour renaître. Nous n'y sommes pas résolus. Nous vivons là-dessus tous les jours dans la contradiction. Quels sont les sujets sur lesquels il faut maintenir une approche purement française le plus longtemps possible, le plus spectaculaire possible, pour qu'on arrive, le moment venu, à intégrer dans la boîte noire européenne le maximum d'influence française ? Faut-il adopter une approche modeste, coopérative, comme un Scandinave qui accepte de se fondre dans une synthèse, ou faut-il au contraire se présenter le plus longtemps possible en héraut d'une cause qui vous tient à cœur ? Ce choix se présente

Hubert Védrine
France : le piano
ou le tabouret

sans arrêt. Sur bien des sujets, on se dit : il est possible de faire ceci ou cela (voyage, décision, déclaration) d'une manière purement française, cela serait spectaculaire et cela frapperait les esprits. Mais, comme cela sera purement français, cela va exaspérer les Italiens, les Espagnols, les Hollandais ou d'autres qui nous feront défaut, dans trois mois, dans un vote sur une question qui, aujourd'hui, ne paraît pas importante, mais qui engage l'avenir d'une branche industrielle entière. En même temps, si nous ne le faisons pas, personne ne le fera. C'est un exemple. Mais ce débat est sans fin.

Si vous estimez que vous avez encore une vraie souveraineté à préserver, vous retardez ce moment ; si vous estimez que cette souveraineté est déjà illusoire, vous êtes au contraire pressé. Par exemple, en matière de monnaie, la souveraineté est d'ores et déjà en grande partie illusoire. Là-dessus, Mitterrand était parfaitement tranquille : la monnaie unique était un vrai projet, et les gens qui luttèrent contre la monnaie unique « euro » militaient en fait, sans le savoir, pour la monnaie unique « mark ». Il ne s'agissait pas d'abandonner de la souveraineté au nom d'idéologies fumeuses ; il s'agissait de reconstituer de la souveraineté déjà dissoute. Nous n'avions rien à perdre, tout à gagner. C'est cela, la philosophie du monde multilatéral où il nous faut apprendre à vivre. Il est très rare qu'un État puisse décider seul. Il faut l'accord de cinq, de dix, de quinze autres pour décider. La souveraineté s'exerce en commun, comme il faut tous les numéros de la bonne combinaison pour ouvrir un coffre.

En matière monétaire, ç'a été clair très tôt pour Mitterrand. En matière de politique étrangère, pas du tout. Dans l'affaire du Golfe, il n'a pas du tout cherché même à enrober la participation française dans un vernis européen. Il a gardé les choses par-devers lui. Quand on parlait de réforme du Conseil de sécurité, il disait : ça se fera, mais après moi. Il pensait que c'était trop tôt. Il jugeait que le moment n'était pas venu d'aller s'immoler en abandonnant notre siège à une Europe qui prendrait des positions que personne ne connaît à partir d'un vote aléatoire. Le moment viendra, sans doute, mais c'est trop tôt. Contradictions...

Le Débat. – On ne peut pas ne pas parler de la politique africaine, où Mitterrand s'est montré d'un clasicisme à toute épreuve.

H. V. – Avant de qualifier la politique africaine qu'il a menée, il faut souligner qu'il en a eu une. Ce n'est pas une boutade : la plupart des anciennes puissances coloniales, ou des grandes puissances, ont tout bonnement abandonné l'Afrique à ses malheurs et au F.M.I. L'avantage pour elles, si je puis dire, c'est que, du coup, on ne les juge pas responsables des drames de l'Afrique, plus fréquents dans leurs anciennes zones d'influence.

La politique africaine de Mitterrand a été une politique traditionnelle, disons IV^e et V^e République, évolutive, marquée par sa découverte de l'Afrique comme ministre de la France d'outre-mer, et par la hantise de ne pas être un apprenti sorcier, à la Jimmy Carter, qui, à partir de bonnes intentions, a précipité la révolution islamique en Iran. Mitterrand voulait éviter de réveiller les luttes ethniques et de pousser des dirigeants cyniques à passer des accords avec l'Union soviétique – ce qui était encore un risque au début des années 1980. Il a eu, de ce fait, une politique que la gauche socialiste a trouvée très conservatrice, une politique prudente, qui encourageait des évolutions discrètes sans proclamations spectaculaires ni leçons. Il prenait la « voie chinoise » plutôt que la « voie gorbatchévienne », comme je le disais tout à l'heure : on commence par la consolidation économique du continent, et la démocratie viendra par surcroît sur un terrain plus solide. Et là, de fait, il est tout à fait en pointe sur l'aide de l'Afrique, au sommet des Sept comme au Conseil européen. Il est très insistant, à tel point que les autres le trouvent lassant. Tous les dirigeants africains savaient que c'est lui qui défendait leurs intérêts, et personne d'autre. C'est grâce à lui que les accords de Lomé ont été maintenus. C'est sa politique jusqu'au discours de La Baule en 1990. Pour le

reste, il assume sans états d'âme les engagements du passé, les accords de sécurité, en prenant garde à ne pas se laisser entraîner dans des luttes internes. Il va même au-delà dans le cas du Tchad, où il n'y a plus d'accord. Mais il pense que si la France n'est pas capable de défendre l'intégrité du Tchad face à l'occupation lybienne, sa parole ne vaudra plus rien dans l'ensemble de l'Afrique. Une politique très contestée par les idéalistes. Je l'ai vu s'irriter contre le droit d'ingérence, reprochant à ses promoteurs de tenir des raisonnements de l'époque coloniale, en voulant apporter le progrès par la force.

En 1990, l'U.R.S.S. est encore là, mais elle n'a plus les moyens de nuire. Il prend un tournant avec le discours de La Baule. C'est un deuxième chapitre qui s'ouvre. Nous n'allons laisser tomber personne, dit-il, parce que nous avons une responsabilité historique, mais il y aura un plus pour les pays qui iront vers la démocratie. Et il est vrai que, cahin-caha, il y a eu, dans tous les pays africains d'influence française, entre 1990 et 1995, des élections à peu près libres, une libéralisation de la presse et des améliorations constitutionnelles. Ça ne résout pas tout par miracle : la plupart des despotes réussissent à se faire réélire, les opposants se révèlent être des chefs tribaux. Mais il y a quand même un deuxième chapitre, un mouvement.

Sur l'affaire du Rwanda, on a dit des abominations, que la France avait armé un régime qui préparait un génocide ! Personnellement, je trouve que ce sont les seules critiques inadmissibles sur sa politique étrangère, les autres relevant de la critique politique normale. C'est au contraire peut-être le seul cas où l'on pourrait faire à Mitterrand la critique inverse. Lui, si prudent, a peut-être été imprudent par bonnes intentions démocratiques. 85 % de Hutus, 15 % de Tutsis : dès qu'on fait des élections convenables, ce sont les Hutus qui gagnent. Pour essayer d'empêcher les Tutsis de reprendre le pouvoir par la force, avec l'aide de l'Ouganda, la politique de Mitterrand a consisté à essayer de convaincre les Hutus de faire une petite place aux Tutsis. C'est parce que le président du Rwanda a cédé aux pressions françaises en faveur d'une sorte d'accord de coalition, les accords d'Arusha, qu'il a été assassiné, sans doute par les extrémistes Hutus. S'il y avait une critique à faire à Mitterrand, ce serait de ne pas avoir été assez conservateur, d'avoir jeté dans la poudrière rwandaise l'étincelle de La Baule : « Avec vos idées fumeuses de démocratie à toute force, vous avez contribué à réveiller des affrontements sous-jacents qu'il eût fallu calmer par une politique beaucoup plus traditionnelle » ; voilà ce qu'on aurait pu plutôt lui reprocher. Je force le trait à dessein pour faire réfléchir.



Le Débat. – Au cours des quatorze ans que vous venez d'évoquer, l'organisation internationale s'est complètement transformée. Vous avez parié, incidemment, de « monde global » pour qualifier ce nouvel état. Certains parlent d'un « nouvel ordre mondial », d'autres, à l'opposé, de « désordre mondial ». Comment concevez-vous la situation ? Et comment appréciez-vous les perspectives françaises dans ce monde où la modestie de notre place et de nos moyens s'est cruellement accusée ?

H. V. – Il n'y a pas de grille d'interprétation admise par tous. Il y a plusieurs façons d'interpréter la situation d'aujourd'hui. Le vocabulaire lui-même est à définir.

Le Débat. – Alors commençons par le vocabulaire. La notion d'« intérêt national », d'intérêt de la France, garde-t-elle un sens dans le monde d'aujourd'hui et, si oui, comment la définir ?

H. V. – Je suis convaincu que, non seulement la notion d'intérêt national garde un sens, mais qu'il est urgent de revenir à cette idée, en tant que fil conducteur pour analyser le monde tel qu'il est et s'y repérer. Si nous parvenions à relancer une discussion sur le point de savoir s'il y a un intérêt national français et

Hubert Védrine
France : le piano
ou le tabouret

lequel, et, plus excitant encore, s'il y a un intérêt national européen, et lequel, nous ferions œuvre utile. C'est un concept qui a été perdu en cours de route. L'idée de politique étrangère s'est complètement brouillée. Il s'y est substitué une brume faite de concepts qui n'en sont pas, répercutés sans fin par l'univers médiatique, à base d'universalisme bavard et d'humanitarisme velléitaire. Des téléspectateurs indifféremment situés à Los Angeles, à Kyoto ou à Marseille sont émus par les mêmes images, généralement d'origine américaine, représentant celles des tragédies qu'on peut filmer ou qu'on a envie de montrer : voilà la nouvelle donnée de base. Chez ce spectateur, le réflexe compassionnel (j'exige de mon gouvernement qu'il fasse quelque chose pour faire cesser les souffrances de ces gens et, du même coup, la mienne) supplante la conscience citoyenne ou patriotique (qu'est-ce que je peux faire ? Qu'est-ce que mon pays a intérêt à faire, et peut faire, dans cette situation aussi bien sur le plan matériel que sur celui des valeurs ?). Cet habitant de la planète médias a désappris la géographie et perdu le fil de sa propre histoire ; il n'a plus de coordonnées. Tous les enseignements de la géopolitique lui sont devenus hiéroglyphes indéchiffrables. Il faut au contraire savoir « d'où on regarde », retrouver, et ne pas hésiter à dire, ce que peut être aujourd'hui l'intérêt national.

Le Débat. – L'outil d'une telle clarification reste-t-il, à vos yeux, l'analyse géopolitique du rapport de forces, dans une ligne de calcul non sentimental qui court de Richelieu à Kissinger, en passant par Bismarck ?

H. V. – Je me sens plutôt appartenir à cette école, tout simplement parce que je ne connais pas d'analyses plus convaincantes.

Mais à supposer que nous soyons toujours dans un monde régi par l'équilibre des forces – équilibre quand ça marche bien, parce que le déséquilibre existe aussi –, la question est de savoir : équilibre entre quels *types de forces* ? C'est là que commence la vraie discussion.

Je ne partage pas l'illusion d'un « nouvel ordre international ». Une idée que Bush et aussi François Mitterrand, dans un moment briandiste et social-démocrate, ont contribué à répandre après 1991. Comme si nous étions dans un monde régi par le droit international, où les choses se passeraient comme il est prévu dans la Charte des Nations unies. Je serais content de pouvoir y croire, mais je ne vois pas comment. On ne va pas dire qu'il y a cent quatre-vingt-cinq pays à l'O.N.U., qu'ils sont tous égaux en droit et que, par conséquent, ils vont gentiment régler leurs problèmes dans le cadre de négociations multilatérales et du respect de la Charte. Si c'est cela l'interprétation alternative à l'analyse classique du rapport des forces, il est impossible d'y adhérer. On peut le regretter, espérer que cette utopie sympathique organise le monde un jour, mais il serait imprudent de se reposer sur elle aujourd'hui.

Équilibre, donc, entre quels types de forces ? Il faut prendre les États un par un, et distinguer ceux d'entre eux qui sont des puissances et ceux qui n'en sont pas. La France a un problème de terminologie à ce sujet. Les gens savent bien que nous ne sommes plus une « grande puissance ». Mais nous sommes encore une « puissance », sans aucun doute.

Quand Giscard avait dit que nous étions une « puissance moyenne », il avait provoqué des réactions outragées, vous vous en souvenez.

Disons que sur les cent quatre-vingt-cinq pays de l'O.N.U., il n'y en a qu'une vingtaine qui sont des « puissances », au sens classique du terme, c'est-à-dire qui sont capables d'assurer leur propre sécurité et ont une influence sur les autres. Les autres sont des États, pas des puissances. Parmi ces quelque vingt puissances, il y en a une à part, la seule qui mérite peut-être encore le nom de « super-puissance » (celle qui fait ce qu'elle veut, quand elle veut, comme elle veut, seule) : les États-Unis. Et encore, même eux rencontrent des limites, essentiellement internes mais réelles, à l'exercice de leur puissance. En tout cas, ils sont bien

la puissance « prédominante », selon le terme de Kissinger, et j'ajouterais : à tendance hégémonique. (Ils disposent de la puissance économique, de la domination sur les technologies de l'information, de la suprématie militaire, de la langue, du messianisme, et ils n'ont pas de contrepoids.)

Après eux, que trouve-t-on ? Moins de dix pays qui détiennent un ou plusieurs des attributs de la grande puissance, mais pas tous : la Russie, la Chine, le Japon, l'Inde, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France. Ce ne sont pas vraiment des « grandes puissances », je l'ai dit, mais plutôt des « grandes puissances incomplètes » (la Russie a encore l'espace et un peu la puissance militaire et un siège de membre permanent au Conseil de sécurité, mais plus de capacité économique et plus de volonté de grande puissance ; la Chine a la population, l'espace, des armes nucléaires, est membre permanent, mais n'aura pas avant longtemps la puissance économique ; le Japon a la puissance économique et pourrait avoir les moyens militaires, mais n'est pas membre du Conseil de sécurité et suscite encore des méfiances fortes en Asie) ; ou des anciennes grandes puissances, des grandes puissances « résiduelles », telles que la France ou la Grande-Bretagne qui ont gardé sur certains plans (Conseil de sécurité, arme nucléaire, langue) une influence mondiale.

Les critères d'appréciation de la puissance moderne sont nombreux et doivent être mesurés dans leur synergie : le territoire, la population, les ressources, l'économie, la monnaie, les armes, bien sûr. Mais aussi, on le voit, le statut militaire, politique et diplomatique permettant ou non d'influencer des groupes, de faire fonctionner un réseau à son profit, d'exercer en fait ou en droit un veto. Enfin, les moyens d'influence modernes sur l'information, l'image, l'imaginaire, les communications, les mythes, le langage. CNN, Disney, Hollywood, Microsoft, l'américain = combien de mégatonnes ?

Vient ensuite une autre catégorie de pays qui ont une influence plus limitée, plus localisée, ou plus catégorielle que les précédents, mais réelle du fait d'un atout particulier, d'une influence sur la prise de décision aux États-Unis, d'une situation ou de leur appartenance à un organe important (le sommet des Sept pour le Canada ou l'Italie, par exemple) : le Brésil, le Mexique, le Canada, l'Italie, l'Égypte, la Turquie, l'Iran, l'Irak, le Pakistan, l'Indonésie, la Corée, l'Afrique du Sud, le cas particulier d'Israël, d'autres encore, variables selon les moments. Enfin tous les autres, soit environ cent soixante-cinq pays qui ne sont pas des « puissances » à proprement parler. La France n'est donc ni une « grande puissance » ni une « puissance moyenne » ; elle est une des sept ou huit puissances d'influence mondiale. Elle le restera ou non, cela n'est pas joué.

Le Débat. – Comment peut évoluer la combinaison instable de ces facteurs hétérogènes ?

H. V. – Si l'on raisonne en termes de « puissance », les hypothèses sont les suivantes : 1) l'extrapolation de la situation actuelle. Les États-Unis maintiennent leur suprématie. Sans être « hégémoniques » au sens complet du terme, ils dominent quand même sur tous les plans la vie internationale. Et cela dure jusqu'à ce qu'une autre « grande puissance » prenne (peut-être), un jour, le relais – vers 2020, 2030 ? –, par exemple la Chine. Mais, prudence... Il y a vingt ans on annonçait le Japon comme « troisième grand ». 2) La suprématie américaine est assez vite contrebalancée (en dix ou quinze ans) par d'autres puissances. Il se met en place, par ajustements progressifs ou à l'issue d'épreuves de force, une sorte d'équilibre des forces comme celui qui a prévalu en Europe après le Congrès de Vienne entre 1915 et 1950, mais cette fois-ci entre des « États-continentaux » : les États-Unis, la Russie, la Chine, le Japon, l'Inde et peut-être... l'Europe. C'est l'hypothèse de Kissinger. Ce « peut-être » contient notre destin. Dans ce système, l'Europe pèserait, au premier plan. Pas la France, ou l'Allemagne, seule.

Ce que dit Kissinger tranche assez nettement sur l'état d'esprit et le comportement américain actuels, très dominateurs : selon lui, l'Amérique restera la plus grande nation, la plus puissante aussi, *mais une*

Hubert Védrine
France : le piano
ou le tabouret

nation parmi d'autres. Peut-être cependant accorde-t-on dans cette prospective géopolitique une place trop importante aux critères classiques de la puissance au détriment des critères nouveaux tels que la maîtrise de l'information – technologies et contenu.

Le Débat. – Peut-on vraiment imaginer un retour aux relations internationales classiques ?

H. V. – Jusqu'à un certain point. Par rapport à la période de polarisation Est-Ouest, cela se défend. Sauf que les relations internationales classiques reliaient entre elles une dizaine de puissances au maximum ; entre-temps, la souveraineté a proliféré : cent quatre-vingt-cinq pays à l'O.N.U. ! D'autre part, ces relations de puissance seront insérées quand même dans un système multilatéral de plus en plus dense permettant à chaque État, même minuscule, de jouer à la marge dans les réseaux un certain rôle vis-à-vis des pôles principaux de puissance. Tout cela n'excluant pas malgré tout des conflits dans les trous du filet, notamment là où les États sont trop faibles, ou se décomposent du fait d'affrontements internes (régionaux, religieux, ethniques).

Le Débat. – Que pensez-vous de la thèse de Huntington sur les conflits de civilisation destinés à remplacer dans l'avenir les affrontements entre États ?

H. V. – Elle n'est foncièrement pas différente dans ses principes des analyses en termes de puissance. Elle met simplement le facteur de civilisation au premier plan, avec l'idée que c'est aux frontières de ces civilisations que se produiront les affrontements de demain. Il en recense huit : 1) l'occidentale (sans distinguer entre Amérique du Nord et Europe) ; 2) la slavo-orthodoxe ; 3) la latino-américaine ; 4) l'africaine ; 5) l'islamique ; 6) l'hindoue ; 7) la confucéenne ; 8) la japonaise. Il estime que, déjà, les affrontements les plus durs ont eu lieu sur leurs lignes de fracture. Exemple : la Bosnie, divisée entre trois de ces civilisations. Et il prévoit un choc entre la civilisation occidentale et les civilisations confucéenne et arabo-islamique.

Il est assez distrayant d'observer combien certains Occidentaux sont stupéfaits, et inquiets, qu'après quatre siècles d'expansion européenne et occidentale il reste encore plusieurs civilisations ! Cela dit, la partie descriptive de cette thèse énonce une évidence (mais attention à la schématisation) : de grandes voix s'élèvent dans les mondes confucéen et arabo-islamique pour récuser, avec assurance et véhémence, le caractère automatiquement universel de toutes les valeurs occidentales. Et je pense qu'en effet toutes les différences ne sont pas solubles dans l'idéologie démocratique, l'économisme ou le droit international public. Mais ce n'est pas parce qu'il y a une part de vrai chez Huntington (des civilisations), que l'extrapolation à la fois systématique et dramatique (leur choc) est exacte ; et encore moins qu'elle est souhaitable ! Dans la mesure où la thèse de Huntington est fondée, il faut tout faire pour éviter ces conflits qu'il annonce, dont la perspective ne tentera que trop de gens assoiffés d'identité batailleuse dans chaque aire culturelle. Bâtissons plutôt un solide équilibre entre puissances...

Le Débat. – C'est le scénario d'évolution qui a votre préférence ?

H. V. – À titre personnel, je pense que notre intérêt est de contribuer à l'élaboration de ce que Kissinger décrit. Soit la reconstitution, à l'échelle du monde, d'un équilibre des puissances. À condition qu'une Europe forte en soit partie prenante. Ce qui nous renvoie à l'autre question que nous avons évoquée, qui est de savoir comment nous pouvons exercer à l'intérieur de cette puissance européenne en formation le maximum d'influence française. Ce sera le casse-tête numéro un de la diplomatie française pour vingt ans. C'est cela qui me paraît correspondre le mieux à ce que nous appelons en France l'intérêt national, qui ne me semble pas incompatible avec le maximum de système international, de sécurité collective, d'un Conseil de sécurité repensé. Autant il serait tragiquement imprudent de s'en remettre à l'idée d'un ordre régi par

le droit, autant il ne faut pas jouer la carte de l'équilibre des forces contre l'autre. Les deux dimensions peuvent certainement se combiner.

Le Débat. – Revenons sur la question de l'humanitaire et de la pesée qu'il exerce sur l'action des gouvernements. Jusqu'où va son emprise ? Faut-il accepter l'idée de Régis Debray d'un « État séducteur » entièrement asservi à la compassion médiatique ?

H. V. – La question est importante. La souffrance des téléspectateurs occidentaux pèse ! Du coup, les gouvernements sont détournés de leurs tâches et pressés de faire des signes, comme s'ils s'occupaient en toute priorité du problème qui a bouleversé l'opinion la veille. En général, ils n'y peuvent pas grand-chose, c'est loin, c'est compliqué – la Somalie, par exemple. Mais s'ils veulent continuer leur tâche, ils sont obligés de concéder suffisamment de signaux pour que l'opinion les laisse travailler. C'est perturbant, mais cela ne change pas encore la façon dont s'organisent les grands rapports de forces. Régis Debray se place dans la pire des hypothèses, avec son jansénisme habituel, celle d'acteurs qui n'ont plus aucun cap et pour qui l'abdication de l'État est une aubaine. Elle contient une part de vrai. Je préfère me placer dans l'autre hypothèse, celle d'un État qui continue à exister et d'acteurs qui ont conservé le sens de l'État, de leur pays, de la durée.

Cela dit, le risque est réel aujourd'hui de voir les politiques étrangères s'étioler et se réduire à des postures que je mets toutes dans le même sac car elles traduisent une même démission : la nostalgie, le déclaratoire, la compassion. Je sais bien qu'une politique étrangère consiste « aussi » à dire ce qu'il faut, quand il faut, avec des mots justes. Mais je m'insurge contre le passage d'« aussi » à « seulement ». D'une certaine façon, c'est parce que trop de gens dans ce pays, qui a cultivé jusqu'à l'ivresse la notion de puissance, de nation, d'indépendance, pensent maintenant que, dans le monde global, nous ne pouvons plus rien, que notre ultime mission est protestataire, qu'il y a par contrecoup cette mélancolie, cette fuite en avant dans le verbe, les postures charitables. Qui n'est pas « pour les droits de l'homme » ? Mais une politique étrangère, ce n'est pas cela. Ce sont des objectifs, des moyens, une tactique, une stratégie, non pas pour prendre position à *propos* de ce qui se passe, mais pour agir *sur* ce qui se passe.

Le Débat. – Vous ne voyez donc pas dans le droit d'ingérence l'instrument d'une réorganisation de la société internationale ?

H. V. – Certainement pas sous la forme d'une instruction que donneraient à leurs gouvernements les opinions survoltées des pays occidentaux hypermédiatisés d'avoir à s'ingérer partout comme de légitimes gendarmes moraux du monde ! D'ailleurs, vous voyez bien : cela tourne court, ou mal ; l'opinion se retourne ; à trop vouloir attendre de l'humanitaire ou de l'ingérence, on les tue. C'est qu'on ne peut éluder la question : qui s'ingère, chez qui, au nom de quoi, pour faire quoi ? Sinon on revient vite aux expéditions coloniales, au nom des valeurs du plus fort. Dans le monde actuel, le seul droit d'ingérence admissible car fonctionnant selon des règles précises est celui que codifie le chapitre vu de la Charte des Nations unies, utilisé dans la guerre du Golfe. Faut-il l'étendre ? Il est déjà très large. Et cela reposerait la question de la légitimité actuelle du Conseil de sécurité. Faut-il l'adapter, l'élargir, et comment ?

Le Débat. – Parmi les puissances que vous avez énumérées, il y en a une qui pose un problème tout à fait particulier, la Russie. Ex-superpuissance, certes déchue, mais porteuse de menaces d'autant plus redoutables. Gérer le déclin d'un empire en ruine, dit en substance Kissinger dans son dernier livre, *Diplomatie*, est le défi le plus difficile qui soit pour une diplomatie. Il se montre d'ailleurs très sévère pour la politique américaine en la matière. Comment voyez-vous le problème ?

H. V. – Je suis moins sévère et moins pessimiste que Kissinger. Compte tenu de ce que le peuple russe a enduré au XX^e siècle, la façon dont il a supporté sans drame gigantesque la transition engagée depuis

Hubert Védrine
France : le piano
ou le tabouret

1991, effroyable sur le plan matériel et humiliante sur le plan politique et psychologique, je trouve que la Russie est dans une situation inespérée. Qui pouvait penser qu'elle allait devenir en sept jours un pays moderne et démocratique ? Ceux qui croient que l'Europe occidentale a parcouru ce chemin en un jour ? La Russie est maintenant une « démocratie émergente ». C'est déjà beaucoup.

Les dirigeants occidentaux, tous, ont accompagné le déclin de l'U.R.S.S., en payant d'énormes primes d'assurance. On nous demandait sur le ton du reproche : pourquoi aidez-vous Gorbatchev ? Tout simplement pour que la montagne ne nous tombe pas sur la tête. Quand Gorbatchev a été remplacé par Eltsine, les Occidentaux ont continué à aider Eltsine, quoi qu'ils aient pensé de lui, en fonction du même raisonnement. La politique d'accompagnement menée par les Occidentaux, qui a été la principale activité des sommets des Sept depuis quelques années, ne me semble pas avoir été sotte. Elle a évité le pire. Nous aurions pu avoir d'immenses troubles. Les efforts occidentaux ont eu un effet bénéfique. Les polémiques autour du gaspillage de l'aide n'ont guère de sens. Quand on aide des pays, c'est que ces pays sont par définition incapables de bien utiliser l'aide. Mais faut-il alors n'aider que la Suisse ? Les raisons de l'aide sont ailleurs – on aide pour soi-même, en fait.

Mais le but étant de contribuer à créer à nos portes une Russie moderne, pacifique, démocratique, il reste encore du chemin.

Le Débat. – Dans les termes de Kissinger, le but est surtout de créer une Russie qui n'ait pas envie de renouer avec une politique expansionniste. C'est sur ce point que sa critique porte.

H. V. – C'est plutôt une inquiétude pour l'avenir qu'une critique du passé, car je ne trouve pas que des erreurs aient été commises sur ce plan depuis sept, huit ans. Sauf peut-être l'élargissement de l'O.T.A.N., qui ne me semble pas avoir été vraiment pensé, du moins de notre point de vue. Il n'a d'ailleurs pas été engagé pour des raisons géopolitiques sérieuses, mais du fait de la rencontre entre un désir des anciens pays communistes relayés par leurs lobbies de se sentir pleinement occidentaux et une volonté américaine de leadership sur l'Europe. Dans cette affaire, les États-Unis ont décidé de l'opportunité, des modalités, du moment. L'Europe a été traitée en objet et non en sujet, comme aux beaux jours du condominium. Est-ce une conséquence fâcheuse, ou était-ce l'objectif ? En tout cas, maintenant nous sommes obligés d'assumer, tout en cherchant à contrebalancer l'élargissement par un lien d'une nature à trouver, par l'O.T.A.N. ou par l'Europe, avec la Russie.

Le Débat. – S'agissant de l'organisation de la société internationale, que pensez-vous des projets de réforme de l'O.N.U. en général et du Conseil de sécurité en particulier, auxquels vous avez fait allusion tout à l'heure ?

H. V. – Le Conseil de sécurité reflète la situation de 1945, pas celle de 1997, c'est évident. Mais à qui et comment l'élargir ? C'est délicat, et les membres permanents peuvent bloquer l'exercice. En mars, le président de l'Assemblée générale de l'O.N.U. a proposé la création de neuf nouveaux membres (vingt-quatre donc, au lieu de quinze), dont cinq permanents sans droit de veto, cela pour éviter la paralysie.

Mais l'Allemagne et le Japon – on pense tout de suite à eux – se satisferont-ils de ce demi-statut ? Et quels seraient les trois autres ? L'Inde ? Le Brésil ? Leurs voisins régionaux l'accepteront-ils ? Et puis un pays africain ? Un pays arabe ? Lesquels ? On le voit : combiner représentativité et efficacité va être compliqué. Mais c'est indispensable.

En effet, il faut renforcer quelques lieux de macro-régulation mondiale qui existent. Ils sont beaucoup plus utiles pour une « moyenne grande puissance » que pour « la » grande puissance qui peut s'en passer. À cet égard, il serait intéressant de faire l'inventaire de toutes les propositions qui ont été avancées en ce

qui concerne le Conseil de sécurité, le sommet des Sept, le F.M.I., etc. Car il y a quand même eu plusieurs propositions. Elles ont fleuri au moment où il a été question de la réforme de l'O.N.U., et puis elles ont disparu, comme après l'averse. Nous sommes dans le vide. En fait non, puisqu'il y a les États-Unis...

Du point de vue français, c'est intéressant à souligner, les instances de décision auxquelles nous avons la chance d'appartenir, du fait de l'histoire, sont toutes promises à l'élargissement. Dans tous les cas, notre influence va être relativisée ou diluée. Je ne dis pas marginalisée, mais quand même, là où nous étions un cinquième, nous serons un dixième, là où nous étions un quinzième, nous serons un trentième. *Aucune des évolutions en cours dans le monde ne nous est spontanément favorable.* Ce n'est pas tragique, mais nous ne pouvons pas nous permettre de dormir sur nos lauriers. Nous sommes un rentier diplomatique – un rentier dont les économies fondent. Sauf à inventer une politique très audacieuse, très mobile, qui suppose une vision de l'avenir, et sa part de sacrifices.

Le Débat. – Dans quelle mesure le sentiment d'urgence que vous exprimez est-il partagé par nos partenaires européens ? Jusqu'à quel point entrent-ils dans cette idée que leur intérêt national est de fabriquer avec nous un intérêt commun européen ?

H. V. – C'est le côté pathétique de cette question. Une fois qu'on a pris sur soi pour faire ce raisonnement et se résoudre à certains sacrifices, nous, Français, c'est pour nous apercevoir *in fine* que ça n'intéresse personne d'autre ! Aucun pays européen ne raisonne comme nous. Ce constat a quelque chose d'accablant. Par exemple, quand on réfléchit au concept de politique étrangère commune, on s'aperçoit qu'il y a en Europe deux ou trois pays, pas plus, qui ont l'habitude de la puissance, qui savent ce que c'est, mais ce sont des puissances historiquement antagonistes. Les autres haïssent l'idée de puissance – petits pays qui ont abdiqué l'idée de puissance depuis. la nuit des temps, ou pays commerçants qui n'ont jamais eu cette approche et qui trouvent l'idée presque obscène. De surcroît, depuis 1945, avec la protection américaine, ils ont pris l'habitude de mettre leur destin entre les mains des Américains. Le seul point positif, c'est qu'on s'aperçoit, à observer la vie internationale de ces dernières années, que lorsque les pays européens voient leurs intérêts économiques concrets menacés, par exemple, par l'unilatéralisme américain, ils forment un front commun. À ce moment-là, le rapport de forces se corrige. Les États-Unis en tiennent compte. Ils respectent l'intérêt commun européen en formation. Les Européens pratiquent donc à l'occasion les rapports de forces, mais l'idée reste pour beaucoup blasphématoire.

Pour un pays comme la France, la voie n'est pas complètement fermée, si nous sommes convaincus qu'il faut nous adapter, à condition de faire preuve de beaucoup de doigté. Un doigté qui n'est pas dans notre génie. Il suppose d'éviter les proclamations, les postures avantageuses, les bras de fer verbaux – tout ce qu'on aime, hélas. Il nous faut être patient, méthodique, tenace. Cela, en tout cas, jusqu'à un moment qui n'est plus très loin, j'espère, et dont l'opportunité peut être saisie, celui de l'euro. Je fais partie de ceux qui sont convaincus que la mise en place d'une monnaie unique européenne va créer un choc positif. Elle aura une puissance fédératrice très grande, que les gouvernements taisent parce qu'ils n'ont pas envie d'entrer dans des controverses sans fin sur la coordination intérieure des politiques budgétaires, fiscales et autres. Cette puissance fédératrice ne sera pas que technique. Après la phase d'avancée très rapide, de 1984-1992, puis la phase d'arrêt, d'interrogations, de doutes qui a suivi, je pense qu'il va s'ouvrir, vers 1999, une nouvelle fenêtre de quelques années. S'il se trouve à Paris, à Bonn, dans les autres capitales européennes, des dirigeants capables de saisir cette opportunité, là nous pourrions connaître une nouvelle période d'avancées. L'arrivée de l'euro aura en soi une vertu rééquilibrante dans un jeu mondial dominé par les autorités monétaires américaines depuis 1971, depuis que Nixon a mis par terre le système de Bretton-Woods. Il faut préparer ce moment.

Hubert Védrine
France : le piano
ou le tabouret

Le Débat. – La France doit-elle accepter le vote à la majorité au Conseil européen, avec les conséquences qui ne manqueront pas d'en découler ?

H. V. – Ces conséquences sont, à court terme, le risque de trouver contre elle des coalitions de petits États. Mais le risque vaut d'être couru à plus long terme au nom de la constitution d'une puissance. Faire l'Europe, ce ne peut pas être simplement modeler l'Europe à notre image, mais participer avec nos partenaires à la naissance d'une souveraineté nouvelle, exercée en commun. Nous serons de plus en plus, sur tous les terrains et dans toutes les enceintes, obligés de raisonner en termes d'influence, de coalition, de compromis, de votes à la majorité. Apprenons à nous mouvoir dans ces eaux-là, débarrassons-nous de la nostalgie, aussi débilatante que mauvaise conseillère.

Le Débat. – Comment expliquez-vous le fait que ces questions vitales ne sont pas du tout débattues dans l'espace public ? Qu'est-ce qui s'y oppose ?

H. V. – Peut-être le désir de ne pas avoir à faire face aux conclusions dérangeantes auxquelles on ne peut pas ne pas parvenir ? Pour un pays historiquement si égocentrique, si convaincu de la portée universelle de ses messages (parfois à juste titre, mais cela ne change rien), si péremptoire, et qui a fait, à droite comme à gauche, de l'incantation volontariste un élément de l'identité nationale, le choc est rude. Nous ne reconnaissons pas comme nôtre ce monde anglophone ultra-libéral qui, blessure suprême, pourrait se passer de nous mais dont nous, nous ne pouvons pas nous abstraire. D'où cette lancinante difficulté à dire aujourd'hui ce que sera notre pays dans quinze ans. Les hommes politiques n'ont pas envie d'en parler parce que cela sape leur statut. Les appareils de parti sont incapables d'en traiter parce qu'ils vivent, à droite et à gauche, sur un volontarisme verbal qui est sans prise sur la réalité de l'heure. Quant aux intellectuels, ils s'en détournent parce qu'ils sont enfermés, par fonction, dans l'interpellation du Prince, comme si c'était toujours lui qui commandait à tout et aux astres. On peut comprendre l'envie de l'autruche française de garder sa tête dans le sable. Mais il ne faut pas se lasser de lui rappeler que le monde n'en continue pas moins sa course, qu'il n'est que temps de refonder notre volontarisme sur la lucidité.

Vous vous souvenez de la question de l'humoriste : faut-il rapprocher le tabouret du piano ou le piano du tabouret ? Comme le monde ne s'adaptera pas à la France, il faudra bien que la France s'adapte au monde.